

je dois dire quelques mots, non pas sur la question réciprocaire, non pas sur les essais à la tuberculine imposés aux animaux allant aux États-Unis, mais sur la question qui est vraiment d'actualité, la question de savoir s'il n'est pas possible de faire quelque chose pour ouvrir le marché américain aux pommes de terre des Provinces maritimes—mêmes si les gens ne le veulent pas. Je félicite le ministre des Finances de la belle façon dont on l'a défendu, car il a évidemment décidé, sans discussion plus ample, de ne pas consentir à cette résolution. Je le féliciterai sur sa défense, et sur l'exposé de cette possibilité de cultiver et de vendre des pommes de terre, faits par un député qui représente une circonscription si rocheuse, si stérile, qu'il lui faut importer les pommes de terre du Nouveau-Brunswick, à 1,500 milles de distance, pour pouvoir en manger quelques-unes. Cet honorable député (M. Wright) doit en savoir long sur la culture de la pomme de terre; ses mandataires doivent être énormément intéressés à savoir si les gens des Provinces maritimes vendent leurs pommes de terre aux États-Unis ou dans toute autre partie de l'univers. Si les députés qui défendent l'attitude du ministre des Finances sont des cultivateurs, quelle sorte de gens doivent-ils représenter? Quelle espèce de cultivateurs doivent exister dans les comtés des députés qui se lèvent et suggèrent que les cultivateurs devraient garder des pommes de terre gâtées dans leurs caveaux jusqu'à la mi-juin ou la fin de juillet?

Quelques députés sont portés à traiter légèrement tout ce qu'ils savent être contraire à leurs intérêts particuliers; mais il est inutile de chercher à rejeter à la légère la grande question d'un marché pour les pommes de terre, en ce qui concerne les Provinces maritimes. Il ne sert à rien de dire que la question a été réglée par la défaite de la réciprocité. On l'a réglée pour trois ou quatre ans, mais si les honorables députés croient que ce sujet est classé à jamais, il leur reste encore à penser trois ou quatre fois. Une question économique ne sera jamais réglée à moins d'être réglée logiquement; et en tant qu'il s'agit de pommes de terre, la question n'a pas été décidée logiquement en 1911. Je ne sais pas si mon honorable ami est ou non cultivateur; je crois qu'il ne représente pas une circonscription agricole.

M. WRIGHT: Je suis un cultivateur et je représente des cultivateurs. Je produis

beaucoup plus que le cultivateur ordinaire dans la province de mon honorable ami.

M. CARVELL: Alors, mon honorable ami ne produit pas de pommes de terre. Il affirme que nous n'avons pas besoin de commercer avec les États-Unis, et que les États-Unis n'ont pas besoin de traiter avec nous. Je ne nierai pas qu'ils aient été peu prévenants; il n'y a pas que des saints sur cette terre, et il n'y a pas que des anges aux États-Unis. Les Américains ont fait une foule de choses hostiles au sujet de leur tarif, et j'oserai dire qu'il commettront encore des actes malveillants. Nous avons manqué de bienveillance dans notre tarif et nous en manquerons encore probablement; mais cela ne signifie pas que nous devrions négliger tout commerce avec les États-Unis quand cela peut nous rapporter de l'argent. L'honorable ministre indiquait l'autre jour dans son discours (page 3184) que, pendant les onze mois terminés le 28 février 1914, nous avons exporté pour \$161,000,000 de marchandises aux États-Unis, et que, dans tout le cours de l'année précédente, nous n'avons exporté que pour \$150,000,000. Il y avait eu augmentation de 12 millions dans les onze mois, et cette augmentation devait probablement atteindre \$15,000,000 pour toute l'année. Et les honorables députés disent encore que nous n'avons pas besoin de commercer avec les États-Unis.

Le ministre admettait que l'augmentation provenait de la mise en vigueur du tarif Underwood. Dès qu'on a enlevé les restrictions tarifaires imposées par les États-Unis, la vente des marchandises canadiennes sur les marchés américains a commencé. Il n'est pas un cultivateur de l'ouest ontarien qui n'ait pas aujourd'hui tiré profit du nouveau tarif américain; il n'aurait pas expédié ses produits aux États-Unis s'il n'y avait pas trouvé un marché plus satisfaisant. Nous avons expédié des Provinces maritimes, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1911, 2,992 boisseaux de pommes de terre, soit trois ou quatre charges de wagon. Dans les mêmes mois de l'année 1912, nous avons expédié 2,341 boisseaux, et en 1913, dans les mêmes mois, nous avons exporté 160,000 boisseaux. Pourquoi avons-nous exporté une si forte quantité de pommes de terre aux États-Unis durant ces trois mois? Tout simplement parce que la barrière tarifaire a été partiellement abattue. Le nouveau tarif américain a été publié au mois de mars 1913. Au Nouveau-Brunswick on plante les pommes de terre en mai; les gens savaient qu'il y aurait une forte réduction du tarif; ils ont doublé leur arage, et ils ont